



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Palestine-L-armee-israelienne-detruit-20-constructions-palestiniennes-dans-la>

# Palestine. L'armée israélienne détruit 20 constructions palestiniennes dans la « zone de tir » en Cisjordanie



Date de mise en ligne : mardi 9 février 2016

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Netanyahou a demandé au président de la Knesset, Yuli Edelstein, d'étudier la possibilité de prendre des mesures punitives contre trois parlementaires « arabes-israéliens » - Jamal Zakalka, Basel Ghattas et Haneen Zoabi - qui ont rendu visite à des familles palestiniennes qualifiées de « terroristes ». Cette visite s'inscrivait dans le cadre d'une campagne -menée par les familles et des organisations d'aide humanitaire diverses pour récupérer le corps de membres de la famille « tués durant des attaques », dans la dernière période, et qui sont détenus par le pouvoir militaire dans un endroit tenu « secret » et qui fait, depuis longtemps, l'objet de dénonciation par des organismes internationaux et des associations de défense des droits humains.**

**Tiré du site de À l'encontre.**

Le ministre israélien de la « Sécurité publique », Gilad Erdan, a déclaré que les corps des victimes ne pouvaient être remis à leurs familles, car « elles ne remplissaient pas les conditions pour assurer que les funérailles des terroristes se déroulent pacifiquement » (Haaretz, 4 février 2015). Les trois députés, dont Ghattas en particulier, a indiqué au journaliste de Haaretz (Jack Khoury) que des réunions s'étaient tenues avec Gilad Erdan deux fois et que ce dernier était tout à fait au courant de la démarche des trois parlementaires. Le « débat » politico-répressif sur cette question, voulu par le ministre et Netanyahou, a permis à l'aile la plus « radicale » - ouvertement raciste - d'affirmer que ces « parlementaires coupaient les derniers liens qui les rattachaient à la société israélienne ».

Parallèlement, la destruction des maisons que l'article de Micheal Schaeffer Omer-Man décrit est l'objet d'un débat qui traduit le véritable objectif présent du gouvernement israélien. Ainsi The Times of Israël, dont l'orientation est tout à fait orthodoxe, écrit le 4 février 2016 : « Au cours des dernières années, l'UE a construit plus de 200 structures dans la zone C, a affirmé la radio de l'armée, territoire qui, selon les Accords d'Oslo signés en 1993 entre Israéliens et Palestiniens, tombe sous le contrôle civil et sécuritaire israélien. Dix préfabriqués sont arrivés au cours des deux dernières semaines. Les forces israéliennes ont démolit 24 des 40 structures mardi dans et autour du village de Khirbet Jenbah dans le sud de Hébron - 10 d'entre elles ont été financées par l'UE - après que les bâtiments ont été déclarés comme étant situés dans une zone de tir militaire par l'organisme qui supervise les activités israéliennes civiles dans les Territoires.

Ces démolitions sont intervenues après un long arbitrage qui n'a pas produit des résultats escomptés, a déclaré le ministère de la Défense. La Haute Cour a rendu une décision ordonnant l'arrêt d'urgence des démolitions jusqu'au, au moins, le 9 février suite à une requête déposée par un groupe européen. » Autrement dit : l'UE rompt les « Accords d'Oslo » qui sont reconnus, aujourd'hui, comme s'inscrivant dans une pratique d'extension spatiale sioniste accentuée. Mieux, selon Danny Danon, l'ambassadeur d'Israël à l'ONU dénonce « l'Union européenne de faire preuve d'hypocrisie. Ils ne peuvent pas venir et d'une part blâmer Israël de créer une réalité sur le terrain et en plus dépenser des centaines de millions de dollars pour un plan global pour des constructions illégales » (The Times of Israël, 5 février 2016). L'ambassadeur parlait à la radio militaire israélienne, plus fonctionnelle, dans le cas présent. qu'une prise de parole sur une chaîne de TV diffusant à New York, bien que Danon ne s'en prive non plus pas. (Rédaction A l'Encontre)

L'armée israélienne exploite un échec de la médiation ordonnée par le tribunal pour démolir des bâtiments dans la « Zone de tir 918 ». Israël tente depuis 15 ans d'expulser de leurs terres des communautés palestiniennes appauvries dans le seul but « d'économiser quelques sous sur les entraînements militaires ».

## **Palestine. L'armée israélienne détruit 20 constructions palestiniennes dans la « zone de tir » en Cisjordan**

Mardi matin, 2 février 2016, les forces militaires israéliennes ont démolé plus de 20 bâtiments dans les villages palestiniens de Khirbet Jenbah et Hawala. En début d'après-midi, la Cour suprême d'Israël a émis une injonction transitoire jusqu'à ce qu'une audition puisse être tenue la semaine prochaine.

Quelque 1000 Palestiniens vivent dans huit villages sur un territoire que les Israéliens ont déclaré constituer la « Zone de tir 918 » dans les collines au sud d'Hébron. Quelques 400 personnes, dont un grand nombre d'enfants, vivent dans les deux villages qui ont été ciblés mardi.

Dans cette zone, des familles palestiniennes vivent traditionnellement dans des grottes. L'Etat israélien cherche depuis quinze ans à expulser cette population de leurs foyers et de leurs pâturages. Par contre les colonies juives qui se trouvent dans cette même « zone de tir 918 » n'ont pas reçu d'ordres d'expulsion.

Il y a plus de deux ans, la Cour suprême israélienne a ordonné à l'armée d'accepter un processus de médiation avec les résidents palestiniens de la « zone de tir 918 », mais cette tentative de médiation était récemment tombée en panne.

Il semble que l'armée tentait de profiter de l'intervalle entre l'échec de la médiation et la reprise de la question par le tribunal pour détruire les bâtiments.

Cette médiation n'était pas la première tentative de « résoudre » la question de la « zone de tir 918 » en dehors des tribunaux. En 2002, les villageois et l'Etat étaient déjà entrés dans un processus de médiation, au cours duquel l'armée a essayé de reloger les résidents palestiniens dans une autre zone, plus réduite, se trouvant à proximité. Les résidents ont néanmoins refusé, et en 2005 le processus s'était achevé sans avoir abouti à un « résultat ».

Au cours de l'audition de la Cour suprême en 2013, l'Etat arguait que la « zone de tir 918 » constituait une nécessité militaire puisqu'elle permettait de diminuer les coûts logistiques des exercices d'entraînement à cause de sa proximité à la base militaire avoisinante. Autrement dit : il s'agissait officiellement d'économiser quelques sous !

Les avocats représentant les villageois rétorquaient que la loi internationale interdit explicitement l'expulsion de résidents d'un territoire occupé, tout comme la saisie permanente de terres pour une utilisation militaire.

Une année plus tard, un officier supérieur de l'armée israélienne a admis, lors d'une audition à la Knesset (Parlement), que des zones d'entraînement aux tirs étaient fréquemment utilisées pour déplacer des résidents palestiniens.

Au cours des années récentes, la Zone de tir 918 a suscité l'attention au niveau international : des écrivains israéliens et internationaux exhortaient Israël de « cesser son déplacement des villages palestiniens situés dans la zone de tir 918 ».

Parmi ces auteurs, il y avait John Le Carré, Michael Chabon, Dave Eggers, Ian McEwan, la lauréate du prix Nobel Herta Muller et Philip Roth.

« Dans la réalité d'une occupation en cours, inébranlablement cynique et malfaisante, chacun d'entre nous a l'obligation morale d'essayer de soulager les souffrances, de faire quelque chose pour faire plier la main géante et cruelle de l'occupation », écrivaient les auteurs israéliens.

## **Palestine. L'armée israélienne détruit 20 constructions palestiniennes dans la « zone de tir » en Cisjordan**

Des campagnes similaires ont récemment stoppé, pour l'heure, les efforts de l'armée de déplacer des collectivités palestiniennes appauvries dans les collines au sud de Hébron.

L'année dernière, le Département d'Etat états-unien, les ministres de l'Union européenne, les Nations Unies et des centaines d'activistes ont rejoint une campagne publique large pour sauver le village palestinien de Susya.

Suite à cette campagne publique, l'armée israélienne a fuité des documents indiquant que les villageois palestiniens à Susya sont effectivement les propriétaires des terres sur lesquelles est situé leur village, et les menaces de démolition ont disparu sans faire de bruit. (Traduction A l'Encontre ; article publié sur le site du magazine +972)

\* Michael Schaffer Omer-Man est responsable du site +972 et était avant en charge du « news desk » du Jerusalem Post, plus exactement de la partie en ligne : JPost.com.